



CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

La vente des terres kongolaises est une réalité

Par Jean-Pierre Mbelu

CERECK.ORG | AVRIL 2023
Faire du Congo-Kinshasa le centre de rayonnement de l'Afrique



RESUME

LE PROBLÈME

Depuis le début de la guerre raciste de prédation et de basse intensité menée par les proxys ougandais, rwandais, burundais, angolais, sud-africains, kongolais, etc. interposés, le projet de la balkanisation et de l'implosion du pays s'est accompagné de l'achat et/ou de la vente des terres kongolaises.

L'IDÉE

Les luttes pour les terres et la souveraineté économique devraient l'emporter sur les autres. Elles devraient unir les Kongolais(es) autour de cet objectif : reconquérir les terres vendues, en interdire la marchandisation et assurer la souveraineté économique du pays.

LA SOLUTION

Si une loi foncière ne vient pas rapidement mettre fin à cette « balkanisation » d'un genre nouveau, les Kongolais(es) risquent de se retrouver demain sans terre.

Si le fait politique souverain ne vient pas renverser les rapports de force afin de gérer le fait économique en vue de l'intérêt général, les Kongolais(es) risquent de disparaître comme peuple.

AUTEUR: JEAN-PIERRE MBELU

Originaire du Congo-Kinshasa, philosophe de formation, abbé et analyste politique, il est auteur des livres *A quand le Congo?* (2016), *#Ingeta. Dictionnaire citoyen pour une insurrection des consciences* (2017), *Demain, après Kabila* (2018), *C'est ça Lumumba* (2020) et *La fabrique d'un Etat raté* (2021). Jean-Pierre Mbelu est également cofondateur du mouvement civico-écologique congolais LIKAMBO YA MABELE.

Les querelles des affairo-mafieux-politicards kinois applaudies par leurs fanatiques, leurs tambourinaires et leurs thuriféraires sont orchestrées par les acteurs pléniers du « génocide kongolais » pour cacher une réalité : l'achat et/ou la vente des terres kongolaises. Cela se passe partout au pays et un peu plus à l'Est.

Les Bami kongolais en savent quelque chose. Chefs des terres, plusieurs Bami kongolais en sont chassés. Ils perdent à la fois leurs terres et leur pouvoir traditionnel. Gardiens des terres, ils en assuraient la redistribution pour un usage local et collectif. Ils tranchaient des litiges liés aux abus fonciers.

LA MARCHANDISATION DES TERRES KONGOLAISES

Chefs, gardiens, redistributeurs des terres et garants de leur usage raisonnable, ils assumaient aussi la fonction d'enracinement de leurs sujets dans les terroirs ancestraux en en contant l'histoire aux héritiers. Ils se gardaient d'en faire une simple marchandise. Depuis le début de la guerre raciste de prédation et de basse intensité menée par les proxys ougandais, rwandais, burundais, angolais, sud-africains, kongolais, etc. interposés, le projet de la balkanisation et de l'implosion du pays s'est accompagné de l'achat et/ou de la vente des terres kongolaises.

Les opérations de démobilisation et de réinsertions des mercenaires abusivement dénommés rebelles et celles de leur mixage et brassage dans l'armée et les services de sécurité kongolais ont favorisé leur infiltration dans toutes les institutions du pays. Ces « Chevaux de Troie » ont acheté et vendu les terres kongolaises. Ils ne voulaient plus qu'elles soient gérées par les chefs traditionnels. Ils en ont fait purement et simplement une marchandise.

En vue de soutenir et de poursuivre cette marchandisation des terres kongolaises, ils ont créé une clientèle corruptible à souhait et cela dans toutes les institutions kongolaises au point de transformer le pays en un « Etat manqué ». Au moment où j'écris ces lignes, plusieurs Bami, à l'Est du pays, ne savent plus à quel saint se vouer. Il en va de même des populations commises à leur charge. Les terres sont de plus en plus vendues et achetées et les populations kongolaises déguerpies.



RECONQUÉRIR LES TERRES VENDUES

Au lieu de procéder à la subdivision du pays en quatre morceaux comme le prédisait Peter Pham en 2012, les acheteurs et les vendeurs veulent s'en emparer dans son entièreté en ayant chacun son propre morceau. Souvent, venant d'ailleurs, ils se cachent derrière les Kongolais ou les ressortissants des pays voisins.

Selon les informations reçues de l'Est du pays, ces « balkanisateurs » ne vont pas s'arrêter à l'achat des terres. Ils achètent aussi les banques afin qu'ils aient la mainmise sur la monnaie kongolaise et qu'ils soient capables d'en contrôler les fluctuations.

Si une loi foncière ne vient pas rapidement mettre fin à cette « balkanisation » d'un genre nouveau, les Kongolais(es) risquent se retrouver demain sans terre. Si le fait politique souverain ne vient pas renverser les rapports de force afin de gérer le fait économique en vue de l'intérêt général, les Kongolais(es) risquent de disparaître comme peuple.

Cette tragédie en appelle au changement de paradigme en politique. Les luttes pour les terres et la souveraineté économique devraient l'emporter sur les autres. Elles devraient unir les Kongolais(es) autour de cet objectif : reconquérir les terres vendues, en interdire la marchandisation et assurer la souveraineté économique du pays.

ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.